



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

pouvoir d'achat

Question écrite n° 66400

Texte de la question

M. Jean-Claude Bouchet appelle l'attention de M. le ministre des finances et des comptes publics sur les hausses de prix notamment du timbre, du gaz et du gazole. Alors que le Gouvernement souhaite relancer la consommation des ménages, ces augmentations massives tendent à produire l'effet inverse en réduisant de manière considérable le pouvoir d'achat de ces derniers. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer son sentiment sur ce sujet.

Texte de la réponse

La hausse du prix des timbres au 1er janvier 2015 aurait un impact relativement limité sur le pouvoir d'achat des ménages, tandis que les prix du gaz ont baissé au cours de l'année écoulée et que le prix du gazole se situe à un niveau modéré. La Poste a annoncé une hausse moyenne des tarifs du courrier de l'ordre de 7 % au 1er janvier 2015. Compte tenu de la part très limitée des services postaux dans la consommation des ménages (0,2 % du total), cette hausse n'aura qu'un effet très limité au total sur le pouvoir d'achat. S'agissant du prix du gaz, la commission de régulation de l'énergie a annoncé une augmentation de 2,3 % en moyenne au 1er novembre 2014, après une hausse de 4 % en octobre 2014, principalement du fait de facteurs saisonniers. Toutefois, ces hausses récentes interviennent dans un contexte de net repli du prix du gaz au cours de l'année écoulée : les prix du gaz de ville ont baissé de 4,8 % entre janvier et septembre 2014. Enfin, le prix des carburants se situe à un niveau modéré. La baisse du cours du Brent en euros de manière quasi-ininterrompue depuis la fin du mois de juin 2014 a provoqué un repli des prix à la pompe. Au cours du mois d'octobre 2014, le prix du gazole (environ 70 % du carburant consommé par les ménages) s'élevait à 1,25 €/litre, son plus bas niveau depuis décembre 2010.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Bouchet](#)

Circonscription : Vaucluse (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 66400

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 octobre 2014](#), page 8554

Réponse publiée au JO le : [9 décembre 2014](#), page 10335